

# NOTE 0 : Vue d'ensemble des philosophies et méthodes de vulgarisation

Préparée par : Kristin Davis et Rasheed Sulaiman V, septembre 2016

L'Initiative sur les bonnes pratiques au niveau mondial entend rendre l'information et le savoir-faire en matière de vulgarisation facilement accessibles à un large public de praticiens. Pour ce faire, elle prépare des Notes de bonnes pratiques, qui décrivent les concepts et méthodes clés dans un format facile à comprendre. Ces notes donnent une vue d'ensemble des principaux aspects et des références permettant d'aller plus loin. Les notes sont téléchargeables gratuitement à partir de [www.betterextension.org](http://www.betterextension.org). Pour télécharger, utiliser, diffuser ou discuter de cette note, il suffit d'y accéder en ligne en scannant le code QR dans le coin inférieur droit. Vos commentaires et suggestions seront très appréciés.

## Introduction

L'attention accordée à la vulgarisation (que l'on appelle aussi les services de conseil rural) a connu des hauts et des bas dans le programme mondial en matière de développement. Elle a augmenté à l'époque de la révolution verte. Aujourd'hui, du fait de facteurs tels que les crises des prix alimentaires et le changement climatique, la vulgarisation est de plus en plus reconnue comme un élément crucial pour le développement rural. Cette note entend présenter aux chargés de programme dans le domaine du conseil rural les différentes philosophies et méthodes de vulgarisation ayant eu cours lors des décennies écoulées. Elle démontre que chaque approche est née de circonstances particulières et présente à la fois des mérites et des inconvénients.

Il existe de nombreuses philosophies et méthodes de vulgarisation et les avis sur sa nature exacte ont évolué au fil du temps. Au départ, la vulgarisation était conçue comme un service visant à « diffuser » au secteur rural les connaissances fondées sur la recherche afin d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs. Elle renferme des éléments de transfert de technologies, des objectifs de développement rural et une éducation non formelle. L'opinion que l'on se faisait traditionnellement de la vulgarisation dans les pays en

développement était axée sur l'accroissement de la production, l'amélioration des rendements, la formation et le transfert de technologies. Aujourd'hui, le regard que l'on porte sur la vulgarisation va bien au-delà du transfert de technologies pour englober la facilitation, et au-delà de la formation pour englober l'éducation ; elle renferme aussi l'aide à la création d'organisations de producteurs, le traitement des questions liées à la commercialisation et l'établissement de partenariats avec un large éventail de prestataires de services<sup>1</sup>.

## Philosophie et principes

Selon les théories et les objectifs de programme qui les sous-tendent d'un point de vue politique, économique et social, il existe diverses philosophies et méthodes de conseil rural.

Le paradigme dominant dans les années 1970 et 1980 (qui existe encore aujourd'hui) était celui du **transfert de technologies**, une approche linéaire (Figure 1) qui vise à inciter les agriculteurs à adopter de nouvelles technologies, par exemple les variétés de riz et de maïs à haut rendement.

Comme les praticiens ont réalisé que cette approche ne répondait pas nécessairement aux besoins des producteurs, des approches plus participatives ont vu le jour, grâce auxquelles les producteurs expriment leurs souhaits et s'impliquent dans les activités de recherche et de vulgarisation.

La philosophie linéaire a été remplacée par des approches systémiques telles que **les systèmes de recherche et**

### ENCADRÉ 1 : QU'EST-CE QUE LA VULGARISATION ?

Le GFRAS définit la vulgarisation comme toutes les institutions des différents secteurs qui facilitent l'accès des producteurs à la connaissance, à l'information et aux technologies ; leur interaction avec les marchés, la recherche et l'éducation ; et le développement de pratiques et de compétences techniques, organisationnelles et de gestion. Ainsi, la vulgarisation englobe non seulement le savoir technique mais aussi des éléments fonctionnels comme la communication, la facilitation et l'autonomisation.

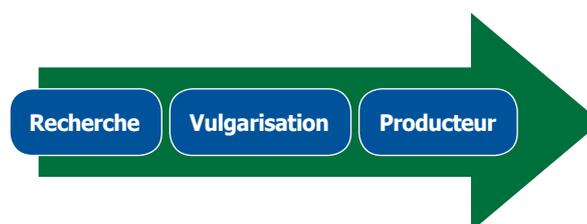


Figure 1. Approche linéaire

<sup>1</sup> Davis, K. 2008. Extension in sub-Saharan Africa: Overview and assessment of past and current models and future prospects. *Journal of International Agricultural and Extension Education* 15 (3): 15-28.



**vulgarisation agricoles**, qui allient la recherche et la vulgarisation dans des équipes pluridisciplinaires. Une variante a été l'approche par les **systèmes d'information et de connaissances agricoles** (Figure 2), qui met l'accent sur les liens entre la recherche, l'éducation, la vulgarisation et les producteurs.

Dans les années 2000, ces approches systémiques ont évolué en une approche par systèmes d'innovation agricole. Un système d'innovation comprend tous les acteurs qui confèrent à de nouveaux produits, de nouveaux processus ou de nouvelles formes d'organisation un usage économique<sup>2</sup>. Le cadre comprend les institutions et les politiques qui affectent l'interaction entre les différents acteurs. Pour un complément d'information, voir la Note sur les bonnes pratiques 13<sup>3</sup>.

D'autres philosophies de vulgarisation sont fondées sur l'éducation des adultes. Celles-ci comprennent le système de vulgarisation coopérative des États-Unis, les champs écoles paysans (CEP) (Note 2) et les cercles d'études ruraux (Note 20). Nombre de ces approches sont fondées sur les travaux de l'éducateur brésilien Paulo Freire, qui plaide en faveur de l'autonomisation grâce à l'éducation au lieu d'une approche du savoir « à la manière d'une banque » selon laquelle les caisses vides de l'apprenant reçoivent les « dépôts » d'un enseignant.

Il y a beaucoup d'autres philosophies qui sont fondées sur des principes d'autonomisation. Celles-ci comprennent l'approche *Farmer First* ou la vulgarisation de paysan à paysan (Note 7) et bien d'autres approches participatives.

### Mise en œuvre

Ici nous définissons les méthodes comme des outils ou des mécanismes spécifiques pour atteindre les objectifs d'un programme. Cette section décrit un certain nombre de méthodes de vulgarisation, leurs forces et leurs défis, les implications en matière de genre et de groupes marginalisés, les implications en matière de coûts lorsqu'elles sont connues, les considérations appropriées et la durabilité.

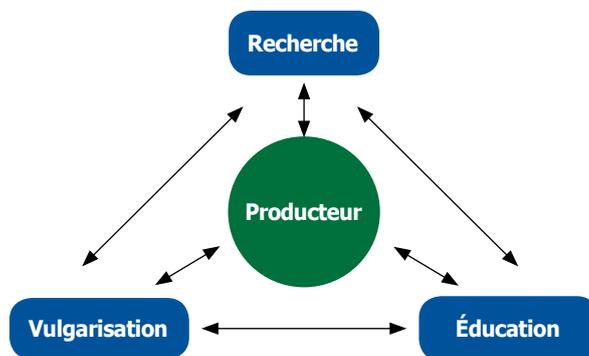
Les méthodes de vulgarisation peuvent être divisées en approches individuelles (conseil rural personnalisé soit face à face, soit par téléphone soit par internet) et les approches par groupe. Les approches par groupe, qui comprennent les démonstrations et les médias de masse, sont utilisées par des méthodes comme les CEP. Elles sont plus rentables que les approches individuelles. Toutefois, beaucoup d'agriculteurs ont besoin de conseil individuel.

### Médias de masse

Les approches par médias de masse comprennent les brochures, les prospectus, les affiches, la radio (Note 18), la télévision (Note 22), les sites web (Note 16) et les textos ou les messages vocaux par téléphone mobile (Notes 3 et 17). Les médias de masse peuvent toucher un large public moyennant un coût modique. Toutefois, il est difficile de faire passer des informations complexes par des médias de masse ; ils donnent de meilleurs résultats avec des messages simples. Par ailleurs, certaines personnes (notamment les femmes) n'ont pas accès aux médias de masse ou ne peuvent pas lire ou parler la langue utilisée.

### Démonstrations

Les cultures et pratiques peuvent faire l'objet d'une démonstration dans un champ, dans une station de recherche



**Figure 2. Approche par systèmes d'information et de connaissances agricoles**

ou lors d'un salon agricole. Si les démonstrations peuvent être convaincantes, elles présentent des inconvénients. D'une part, les gens doivent être présents pour les voir ; d'autre part, les gens peuvent estimer qu'ils ne sont pas capables de reproduire ce qui est démontré par manque de ressources. Une façon de remédier à ce problème est d'organiser la démonstration par les producteurs eux-mêmes et dans leurs propres champs. Cette approche est particulièrement intéressante lorsque l'on veut toucher les femmes et d'autres groupes marginalisés. Les démonstrations peuvent se révéler coûteuses à préparer et pour attirer les gens sur place ; par ailleurs, elles ne sont guère durables à moins d'être installées de façon permanente dans les champs des producteurs.

### Le système de formation et visite (F&V)

Aux rangs des approches relevant des transferts de technologies, le système F&V a été introduit pour transférer les toutes dernières technologies et pratiques des chercheurs aux producteurs. Le système F&V a permis de remédier à un manque de professionnalisme et d'améliorer la redevabilité des conseillers agricoles. Parmi ses avantages figurent des visites régulières aux exploitations, la formation continue des agents et une approche plus professionnelle de la vulgarisation. Toutefois, elle présente des inconvénients car c'est une approche directive (*top-down*), rigide et financièrement non durable. Parmi les coûts, il faut citer un personnel important avec les frais de formation continue et de gestion associés.

### Les champs écoles paysans (CEP)

Les champs écoles paysans adoptent une approche de groupe participative et fondée sur l'éducation des adultes. Ils sont utilisés dans plus de 90 pays sur beaucoup de sujets différents, allant de la lutte intégrée contre les ravageurs à la gestion des entreprises. Les champs écoles paysans sont particulièrement intéressants pour enseigner des pratiques complexes qui doivent être appliquées pour mieux les comprendre ; l'apprentissage par l'expérience et la découverte sont les éléments essentiels de cette méthode. L'approche peut aussi être utilisée pour l'autonomisation et pour le renforcement du capital social. Les champs écoles paysans exigent un état d'esprit différent de celui qu'affichent la plupart des conseillers agricoles – il s'agit de facilitation et non de cours magistraux. Les CEP se sont révélés efficaces pour toucher les femmes et les personnes ayant moins

<sup>2</sup> Hall, A., Janssen, W., Pehu, E. and Rajalahti, R. 2006. *Enhancing agricultural innovation: How to go beyond the strengthening of research systems*. Washington, DC: World Bank.

<sup>3</sup> Toutes les Notes du GFRAS sur les bonnes pratiques peuvent être téléchargées à partir de [www.betterextension.org](http://www.betterextension.org)

d'instruction<sup>4</sup>. Toute formation intensive offerte sur une période prolongée s'avère coûteuse en termes de ressources humaines et financières, et les CEP ont été critiqués en raison de leur coût élevé. Toutefois, des modèles autofinancés ou semi-financés peuvent contribuer à remédier aux problèmes de durabilité et couvrir les coûts d'un facilitateur externe, du transport, des préparatifs et de l'entretien des parcelles de démonstration – par exemple, les producteurs peuvent rembourser les coûts des facilitateurs sur le produit de la vente des récoltes tirées de leurs parcelles.

### Le théâtre

Le théâtre est un outil utile pour faire passer des messages clés d'une manière puissante et mémorable. S'il est déjà utilisé depuis un certain temps pour les messages ayant trait au VIH/sida, il est désormais aussi employé dans le domaine du changement climatique et pour d'autres sujets complexes. Le théâtre est efficace car il est divertissant et il marque les esprits, toutefois c'est une méthode chronophage et gourmande en ressources. Des compétences particulières sont requises pour préparer un script bien construit et, à moins d'utiliser les capacités locales et de pouvoir les renforcer, la durabilité de l'approche est inexistante.

### Les vidéos et les TIC

Les vidéos, tout particulièrement les vidéos numériques, sont une technologie relativement nouvelle. Les vidéos peuvent contribuer à résoudre les défis que pose la diffusion de l'information auprès des producteurs et favoriser l'inclusion des groupes pauvres et marginalisés, des femmes et des jeunes. On distingue différents types de vidéos, à savoir les documentaires (qui décrivent des événements), les vidéos institutionnelles (qui promeuvent un projet ou une organisation), les tutoriels (développés par des chercheurs avec une contribution réduite des agriculteurs), les vidéos d'apprentissage des producteurs (réalisées avec les agriculteurs) et les vidéos participatives (réalisées par des agriculteurs). Les vidéos présentent de nombreux avantages : elles ont une valeur de divertissement, elles ont le pouvoir du « voir c'est croire », les clips peuvent être aisément accessibles et ils sont faciles à faire dans de nombreuses langues locales. Toutefois, elles ont l'inconvénient de nécessiter du matériel et de l'électricité pour pouvoir les visionner. Par ailleurs, elles doivent être dans une langue facile à comprendre et elles sont plus coûteuses à produire qu'un prospectus ou une affiche. Elles nécessitent aussi des capacités techniques spéciales. En termes de durabilité, la vidéo peut être faite localement et un DVD unique peut être visionné des tas de fois par des milliers de personnes. Et comme l'a montré Digital Green, en utilisant une évaluation contrôlée, les méthodes de changement de comportement à base de vidéo multiplient par 10 la rentabilité par rapport à un système de vulgarisation classique<sup>5</sup>. Pour en savoir plus, voir la Note 6 (vidéos).

En ce qui concerne les autres TIC, voir la Note 11 (les TIC), la Note 15 (médias sociaux), la Note 17 (téléphones mobiles) et la Note 18 (radio).

### Plateformes d'innovation

Enfin, les plateformes d'innovation peuvent se révéler utiles, tout particulièrement pour résoudre les problèmes avec les

acteurs pertinents des chaînes de valeur ou des systèmes d'innovation. Cet outil peut favoriser l'autonomisation des producteurs. Toutefois, il faut beaucoup de temps et d'efforts pour les coordonner et le nombre élevé de parties prenantes fait de leur gestion une véritable gageure et de leur durabilité un point faible. Les capacités requises par la vulgarisation englobent la facilitation et la coordination. Pour obtenir un complément d'information, voir la Note 1.

### Gouvernance, financement et prestations de services

Dans cette section, nous abordons les développements plus récents intervenus dans le domaine de la vulgarisation au cours des dernières décennies. La gouvernance des méthodes de vulgarisation dépend de chaque structure gouvernementale d'un pays et de l'administration de son programme de vulgarisation.

Du point de vue de la théorie économique en général et du développement international en particulier, les années 1980 et 1990 ont été une période où l'on se concentrait sur le marché pour résoudre les problèmes d'économie et de développement. On a critiqué des services publics « engorgés » dans le domaine de la vulgarisation, où les résultats et l'impact ne justifiaient pas toujours le coût des salaires et des opérations. Dans le même temps, les institutions qui prêtaient des fonds aux pays à des fins de développement, y compris le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont commencé à introduire des programmes d'ajustement structurel – des politiques attachées à de nouveaux prêts qui encourageaient des réformes économiques telles que la privatisation et la déréglementation. Les critiques des modèles de vulgarisation existants ont entraîné différents types de réforme, qui sont décrits ci-dessous.

### Privatisation et pluralisme

La privatisation implique le transfert de tout ou partie de la propriété et du contrôle opérationnel de la vulgarisation du gouvernement aux mains du secteur privé. La privatisation découle du désir de réduire le rôle des pouvoirs publics en raison des lacunes des autorités centrales ou de la complexité des problèmes locaux ; de l'impossibilité pour le gouvernement de financer les services ; ou de l'opinion que la démocratie est mieux servie par des fonctions dévolues permettant plus de participation au niveau local<sup>6</sup>. Toutefois, les expériences ont été mitigées. Si le processus a donné lieu à l'émergence de sociétés de service conseil privées, les petits producteurs – notamment ceux ayant peu de ressources pour faire appel à des services de vulgarisation – sont laissés de côté par le secteur privé à moins qu'un financement public spécial ne soit prévu pour leur venir en aide.

Dans ce contexte, la reconnaissance des contributions potentielles des autres acteurs de la vulgarisation a débouché sur le concept de pluralisme dans ce domaine. Par pluralisme, on entend la coexistence de plusieurs prestataires de services et d'approches de vulgarisation émanant de différents secteurs. Les systèmes pluralistes reconnaissent les avantages relatifs des différents types de prestataires. La coordination est essentielle dans le pluralisme afin d'éviter la duplication des efforts et pour garantir une synergie.

<sup>4</sup> Davis, K., Nkonya, E., Kato, E., Mekonnen, D.A., Odendo, M., Miiro, R. et Nkuba, J. 2012. Impact of farmer field schools on agricultural productivity and poverty in East Africa. *World Development* 40 (2): 402-413.

<sup>5</sup> Gandhi, R., Veeraraghavan, R. and Toyama, K. 2009. Digital Green: Participatory video and mediated instruction for agricultural extension. *Information Technologies & International Development* 5 (1): 1-15. Available at: <http://itidjournal.org/index.php/itid/article/view/322>

<sup>6</sup> Rivera, W.M. 2011. Public sector agricultural extension system reform and the challenges ahead. *Journal of Agricultural Education and Extension* 17 (2): 165-180. Available at: [www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1389224X.2011.544457](http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1389224X.2011.544457)



## Décentralisation

Par décentralisation, on entend le transfert de la mainmise sur la planification et la gestion du programme au niveau de la mise en œuvre. On estime que cela améliore la redevabilité envers les utilisateurs locaux et que cela donne une programmation mieux adaptée. Toutefois, dans de nombreux pays, la décentralisation a donné lieu à une érosion du soutien technique et financier et nombre des autorités locales n'ont pas les capacités nécessaires.

## Approches axées sur la demande

Dans ce type d'approche, les agriculteurs ont l'opportunité d'identifier leurs besoins et ce qu'ils attendent des programmes de vulgarisation. Par conséquent, ils doivent disposer des capacités et d'une organisation suffisantes pour regrouper leurs demandes, ce qui sous-entend un renforcement des capacités des groupements paysans pour exprimer leurs besoins et surveiller la prestation de services. Les approches participatives de vulgarisation veillent à ce que les services soient pertinents et réactifs aux conditions locales et à ce qu'ils répondent aux besoins réels des utilisateurs<sup>7</sup>. Les prestataires de services ont des comptes à rendre aux utilisateurs et, dans l'idéal, les utilisateurs devraient pouvoir choisir leurs prestataires de services.

## Services orientés sur le marché

La vulgarisation orientée sur le marché dispense des services axés sur la mise en relation des producteurs avec les marchés, souvent pour améliorer leur revenu. Ce type de vulgarisation peut aussi impliquer la fourniture de services à d'autres acteurs de la chaîne de valeur. Actuellement, on observe une augmentation de la demande pour ce genre de services orientés sur le marché.

En conclusion, toutes les philosophies – et toutes les méthodes – présentent des avantages et des inconvénients. Il appartient à chaque responsable de la vulgarisation de décider ce qui donne les meilleurs résultats en fonction du contexte, sans perdre de vue la nature du défi, les attentes des clients et les ressources disponibles pour l'intervention.

## Pour aller plus loin

Davis, K. and Heemskerk, W. 2012. Investment in extension and advisory services as part of agricultural innovation systems. In World Bank (ed.) *Agricultural innovation systems: An investment sourcebook*. Washington, DC: World Bank. Available at: <http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/335807-1330620492317/9780821386842.pdf>

Davis, K., Nkonya, E., Kato, E., Mekonnen, D.A., Odendo, M., Miro, R. and Nkuba, J. 2010. *Impact of farmer field schools on agricultural productivity and poverty in East Africa*. IFPRI Discussion Paper 992. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. Available at: [www.ifpri.org/publication/impact-farmer-field-schools-agricultural-productivity-and-poverty-east-africa](http://www.ifpri.org/publication/impact-farmer-field-schools-agricultural-productivity-and-poverty-east-africa)

<sup>7</sup> Rivera, 2011. Op. cit.

Avec le soutien de



Hoffmann, V., Gerster-Bentaya, M., Christinck, A. and Mamusha Lemma, M. 2009. *Rural extension handbook, Volume I: Basic issues and concepts*. Weikersheim, Germany: Margraf Publishers.

Rivera, W.M. and Sulaiman V, R. 2009. Extension: object of reform, engine for innovation. *Outlook on Agriculture* 38 (3): 267–273.

Sulaiman V, R. and Hall, A.J. 2002. *Beyond technology dissemination – Can Indian agricultural extension re-invent itself?* Policy Brief 16. New Delhi: National Centre for Agricultural Economics and Policy Research. Available at: [www.ncap.res.in/upload\\_files/policy\\_brief/pb16.pdf](http://www.ncap.res.in/upload_files/policy_brief/pb16.pdf)

## Matériel pédagogique

New Extensionist Learning Kit, Module 2 – Adult learning and behavioural change: [www.g-fras.org/en/activities/the-new-extensionist.html#learning-kit](http://www.g-fras.org/en/activities/the-new-extensionist.html#learning-kit)

Ochola, W., Heemskerk, W. and Wongtschowski, M., eds. 2013. *Changing agricultural education from within: Lessons and challenges from the GO4IT programme*. Amsterdam: RUFORUM and KIT Publishers. Available at: [http://213ou636sh0ptphd141fgei1.wpengine.netdna-cdn.com/sed/wp-content/uploads/publications/5373318064d97\\_KIT\\_GO4IT\\_final.pdf](http://213ou636sh0ptphd141fgei1.wpengine.netdna-cdn.com/sed/wp-content/uploads/publications/5373318064d97_KIT_GO4IT_final.pdf)

Cette note a été préparée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et le Centre de recherche et d'information socio-politiques avec le concours financier des agences dont le logo figure sur la dernière page.

Ces travaux ont été entrepris dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés (PIM) sous la direction de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Cette publication n'a pas été soumise au processus d'évaluation par les pairs conduit par l'IFPRI. Toutes les opinions exprimées ici n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou l'acceptation officielle de l'IFPRI.

Informations sur les auteurs : **Kristin Davis** est chargée de recherches auprès de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Ses travaux portent sur la recherche et le renforcement des capacités en matière de vulgarisation agricole, d'éducation et de systèmes d'innovation. **Rasheed Sulaiman V** est directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) à Hyderabad en Inde. Il se targue de plus de 20 années d'expérience dans la recherche sur la vulgarisation agricole et l'application du cadre de systèmes d'innovation dans l'agriculture.

Traduction et mise en page : Green Ink ([www.greenink.co.uk](http://www.greenink.co.uk))

Citation correcte : Davis, K. et Sulaiman V, R. 2016. Vue d'ensemble des philosophies et méthodes de vulgarisation. Note 0. Note du GFRAS sur les bonnes pratiques de services de vulgarisation et de conseil rural. GFRAS : Lausanne, Suisse.

